

1000 AGENTS DE LA VILLE DE MONTREUIL DANS LA RUE POUR DENONCER LA VOLONTE DE DOMINIQUE VOYNET DE TUER LEURS ŒUVRES SOCIALES



Vendredi 3 février, comme ils l'avaient fait en février 2010 pour exiger de la municipalité le respect, plus de 1000 agents communaux, issus de tous les secteurs, ont bravé le froid et manifesté dans les rues de Montreuil pour défendre leurs acquis sociaux.

DE NOMBREUX SERVICES ET EQUIPEMENT FERMES

Avant même le rassemblement de midi, de nombreux services publics municipaux étaient fermés. La liste n'a eu de cesse de s'allonger tout au long de la journée : une trentaine d'écoles maternelles et élémentaires, 4 crèches, le centre local d'information et de coordination (CLIC), le centre communal d'action sociale (CCAS), le complexe sportif, la piscine, des antennes vie de quartier, le service logement, accueil prestation à l'enfance, relation avec la vie associative... et beaucoup d'autres fonctionnaient au ralenti comme les affaires générales et l'état civil.

UNE MANIFESTATION DE GRANDE AMPLEUR

Le personnel et les retraités communaux ont ainsi massivement répondu à l'appel de la CGT. Au son des percussions, des sifflets et en tenu de travail, ils ont défilé dans les rues montreuilloises en scandant « le COS est à nous ». Ils entendaient défendre leur Comité des œuvres sociales (COS). En effet, depuis plusieurs semaines, la Municipalité était déterminé à mettre à mal cet acquis de 1967. Elle avait décidé unilatéralement de passer en force et d'imposer une coupe drastique de 50 % du budget, soit 700.000 €. La Municipalité entendait également dicter les orientations et les activités proposées en se substituant ainsi aux administrateurs du COS élus par les agents et retraités communaux.

GRACE A LA MOBILISATION, LE PERSONNEL A ENFIN PU SE FAIRE ENTENDRE

Après avoir quitté les locaux du Comités des œuvres sociales, les 1000 manifestants se sont rendus à l'hôtel de Ville. Sur place, la CGT a demandé à ce qu'une délégation intersyndicale soit reçue. C'est ainsi que des représentants CGT, FSU et FO ont été accueillis par l'adjointe de Dominique Voinet en charge du personnel. Durant les négociations, les manifestants sont restés mobilisés et ont occupé l'hôtel de Ville.

Il aura fallu 1h30 de discussion, pour que la municipalité accepte enfin la revendication de l'intersyndicale, à savoir l'ouverture de vraies négociations :

- Les orientations et les prestations assurées par le COS ne seront pas dictées par la Municipalité.
- Le budget sera réellement discuté. Ainsi, la baisse de 50 % n'est plus à l'ordre du jour.

Dès la semaine prochaine, les réunions de négociation commenceront. Les administrateurs du COS et les représentants syndicaux entendent participer activement à ces échanges dans l'intérêt des agents et retraités communaux.

La CGT et le personnel prennent acte du changement de positionnement de la municipalité. Ils entendent être vigilants à ce que les engagements décidés soient respectés.